



C E T R I

ANALYSE 2018
Décembre

Centre tricontinental

MOYEN-ORIENT : LA RÉGIONALISATION DES CONFLITS

Ozcan Yilmaz

La « régionalisation » des conflits au Moyen-Orient s'est traduite par une intensification des rivalités entre l'Arabie saoudite, l'Iran et la Turquie. Si la fracture religieuse est un facteur explicatif, d'autres références – identitaires, nationalistes, etc. – sont mobilisées selon les contextes et les époques pour structurer la vie politique et tendre vers des objectifs géopolitiques.

Les notions de « guerres de religion », de « chiites *versus* sunnites », etc. dominent les analyses sur le Moyen-Orient. Elles se réfèrent à la « régionalisation » actuelle des conflits ; soit l'implication d'acteurs (étatiques ou non) extérieurs, faisant déborder le conflit au-delà de ses frontières nationales. L'Arabie saoudite, l'Iran et, dans une moindre mesure, la Turquie se livreraient ainsi une « guerre froide » ou des « guerres par procuration » pour la domination de la région. Ces analyses accordent une place centrale aux identités religieuses ; celles-ci détermineraient les choix politiques et la nature même des conflits en cours.

En réalité, selon les contextes, des références différentes – religieuses, identitaires, nationalistes, etc. – sont mobilisées par l'Arabie saoudite, l'Iran et la Turquie pour structurer la vie politique au Moyen-Orient et atteindre leurs objectifs géopolitiques. Cependant, la régionalisation des conflits a contribué à intensifier la rivalité entre ces États et à mobiliser les références religieuses. Ces trois États n'entretiennent pas moins une rivalité structurelle de longue date, mais dont l'intensité et l'expression ont varié.

Guerre froide

Les conflits omanais (1955-1957 ; 1964-1976), ainsi que la guerre civile du Yémen du Nord (1962-1970) constituent autant d'exemples de régionalisation. En septembre 1962, des mouvements pro-nasséristes prennent le pouvoir et déclarent la République du Yémen du Nord. Craignant l'influence des projets d'union arabe de Nasser, l'Arabie saoudite soutient le camp des « royalistes » (même si ceux-ci sont considérés comme hérétiques par l'idéologie officielle saoudienne, le wahhabisme) contre les « républicains » soutenus par l'Égypte, qui intervient militairement.

Cette guerre, présentée comme le « résultat » du conflit entre les camps soviétique et occidental (Westad, 2007), ne fait pas référence aux identités religieuses, pourtant présentes. Bien que ses origines et enjeux soient locaux, le conflit s'exprime à travers les références idéologiques et discursives de la Guerre froide et du panarabisme. Redoutant l'influence iranienne sur les deux rives du détroit d'Ormuz (dès 1973, l'Iran intervient militairement dans le conflit omanais) et l'influence égyptienne et soviétique à sa frontière via le Yémen du Sud, l'allié de l'Union soviétique, l'Arabie saoudite aide aussi le sultan qui écrase la rébellion marxiste du Dhofar.

La guerre civile libanaise (1975-1989) se régionalise aussi, mais son évolution est déterminée par les

interventions israélo-syriennes. En renforçant les divisions confessionnelles, ces interventions contribuent à leur politisation et à la diffusion du référent religieux. L'Arabie saoudite et l'Iran s'impliquent, quant à eux, à travers la mise en place d'une force d'interposition interarabe (la Force arabe de dissuasion) en 1976, et la création du Hezbollah (été 1982). Mais c'est dans les années 2000 que le Liban devient leur terrain d'affrontement.

Ainsi, les protagonistes des « guerres confessionnelles » actuelles sont actifs depuis longtemps dans plusieurs conflits régionalisés, mais, par le biais de leurs alliances avec l'Occident, ils insèrent leurs implications dans la rivalité Est-Ouest. La « menace commune » (les projets d'union arabe et le communisme) et l'alignement sur une grande puissance (la Grande-Bretagne ou les États-Unis) déterminent l'intensité et la codification discursive de leur rivalité.

Les premières tensions entre l'Iran et l'Arabie saoudite surviennent dans le contexte du retrait de la Grande-Bretagne du golfe Persique dès 1971, et d'une phase de détente entre l'Union soviétique et l'Iran ; ce qui permet à ce dernier de « retourner au golfe Persique ». L'Iran renonce à ses revendications sur le Bahreïn, mais prend le contrôle, en novembre 1971, des îlots d'Abou Moussa, Grande et Petite Tomb. Les tensions émergent rapidement avec l'Arabie saoudite, qui a des visées territoriales dans la région, et qui se sent menacée.

Pour éviter le « vide » de pouvoir susceptible de profiter aux Soviétiques, les États-Unis se substituent à la Grande-Bretagne. Ils apportent une aide militaire à l'Iran, qui cherche à s'affirmer comme le « gendarme du Golfe », tout en développant les capacités militaires saoudiennes, pour éviter les tensions avec ce pays. En fondant la sécurité de leurs intérêts dans le Golfe sur ces « deux piliers », les États-Unis atténuent les tensions et contribuent à la stabilisation régionale. Mais, celle-ci ne résistera pas au choc de la révolution islamique de février 1979.

Révolution iranienne et instabilité régionale

La révolution islamique détruit l'alliance irano-états-unienne, pilier central de l'entente entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Son impact régional est rapide et dévastateur car elle a lieu dans un moment de déstabilisation régionale, caractérisée par la politisation de la religion. En effet, la paix séparée avec Israël, synonyme de la fin du panarabisme, marginalise l'Égypte, qui constituait une « menace commune » pour l'Arabie saoudite, la Turquie, l'Iran et Israël. L'échec du nationalisme et de la gauche arabes entraîne un renouveau de l'islamisme politique, qui revient sous une forme violente, notamment avec l'assassinat de Sadate en octobre 1981, et s'impose comme le facteur dominant de la politique moyen-orientale.

L'invasion soviétique en Afghanistan (fin décembre 1979) accentue ce processus. En 1977, le chef de l'armée, Zia ul-Haq, prend le pouvoir au Pakistan à la suite d'un coup d'État. Pour faire face aux menaces soviétique et iranienne, et légitimer son pouvoir, il procède à une islamisation de la société et transforme le pays en partenaire décisif de la stratégie antisoviétique nord-américaine en Afghanistan ; stratégie dont l'Arabie saoudite devient, sur les plans financier et idéologique, un élément central.

La volonté iranienne d'« exporter la révolution islamique » aggrave cette évolution. En septembre 1980, les tensions débouchent sur la guerre Iran-Irak (1980-1988), qui devient un autre terrain de mobilisation des références religieuses. L'Irak promet une nouvelle victoire des Arabes sur les Perses, alors que l'Iran réactualise la bataille de Karbala et le martyr d'Hussein de 680. La prise de la Grande Mosquée de la Mecque et l'agitation populaire des chiites saoudiens dans la région de Hasa en 1979, la rhétorique révolutionnaire iranienne remettant en cause la légitimité des monarchies du Golfe et assurant de son soutien le renversement des régimes oppresseurs et corrompus accélèrent ce processus, inquiètent l'Arabie saoudite.

Pour faire face au « danger iranien », elle soutient la « digue irakienne » (Razoux, 2013), renforce les mouvements salafistes sunnites, qui deviennent le fer de lance de la lutte contre la République islamique et l'Union soviétique en Afghanistan, et met en place, en mai 1981, le Conseil de coopération du Golfe. Émerge ainsi une zone d'instabilité allant de l'Afghanistan au Liban, et comprenant la Turquie, caractérisée par l'instrumentalisation de l'islam politique.

L'impact de la révolution islamique sur la Turquie est aussi important. Pour lutter à la fois contre la gauche, le nationalisme kurde et les influences de la révolution islamique en Iran, les auteurs du coup d'État de septembre 1980 adoptent la doctrine turco-islamique, version islamiste du nationalisme turc.

Le passé ottoman et islamique, et les valeurs conservatrices sont promus. Cet islamisme nationaliste est renforcé par l'exode rural, les crises économiques et politiques. Il jouera un rôle décisif dans le « retour turc au Moyen-Orient » à partir des années 1990.

L'invasion israélienne au Liban en juin 1982 contribue à l'instabilité régionale et à la mobilisation des références identitaires. Cela aggrave davantage la guerre civile libanaise et, en entraînant l'Iran dans les rivalités interarabes, débouche sur la mise en place de l'un des éléments fondamentaux des tensions actuelles : l'axe Damas-Téhéran. En conflit avec l'Irak, la Syrie se rapproche en effet de l'Iran, en guerre avec l'Irak. Ce dispositif sécuritaire est complété par le Hezbollah, qui devient le fer de lance de la lutte contre l'occupation israélienne, et le relais de l'influence iranienne. La fin de la guerre Iran-Irak, la mort de Khomeiny (1989) et la fin de la Guerre froide aboutissent à une détente. L'invasion irakienne du Koweït change la perception sécuritaire ; l'Iran n'est plus perçu comme la principale menace pour la sécurité régionale.

Post-Guerre froide

L'opération onusienne « Tempête du désert » de 1991 chasse rapidement les troupes irakiennes du Koweït. Mais, elle aboutit au « retour » de la Turquie au Moyen-Orient. La Guerre froide terminée, la Turquie craint que cela signifie la fin de son importance stratégique, et constate que son appartenance à l'Occident est remise en question. Elle intensifie ses relations avec le Moyen-Orient à travers la politique de « néo-ottomanisme » dont le but est de lui octroyer un rôle de leader régional dans l'ex-espace ottoman. La Turquie soutient activement la guerre contre l'Irak et développe ses relations commerciales et culturelles avec les pays arabes.

La réaction militaire rapide des États-Unis contre Saddam Hussein atténue les inquiétudes, aboutissant à la reprise des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite et à une amélioration de leurs rapports. Cependant, le rapprochement se fragilise dans les années 2000. La stabilité régionale est de nouveau ébranlée. La régionalisation des conflits au Liban, en Irak, au Yémen et en Syrie débouche sur des tensions irano-saoudienne. En classant l'Iran dans l'« axe du Mal » et en annonçant leur volonté d'encourager les changements de régime, les États-Unis inquiètent fortement le régime iranien. Paradoxalement, les interventions en Afghanistan et en Irak, qui ont fait disparaître les menaces des talibans et des baasistes irakiens, permet à l'Iran de disposer d'une marge de manœuvre plus importante et de dominer la vie politique irakienne.

Le Liban devient, pour certains gouvernements arabes, une autre source d'inquiétudes. À la suite du retrait israélien, en mai 2000, le Hezbollah devient un véritable État dans l'État et contribue à l'extension de l'influence iranienne. L'assassinat de Rafiq Hariri (le 14 février 2005), les guerres successives avec Israël et ses victoires électorales aggravent d'autant plus les inquiétudes que l'Iran s'empare des thèmes ayant une forte résonance dans l'opinion publique arabe.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, élu en août 2005, cherche ainsi à se faire le champion de l'hostilité à l'État d'Israël et de la défense de la cause palestinienne. Pour faire face aux difficultés économiques et politiques, ainsi que pour souder la population iranienne autour de son programme conservateur, il réactualise le discours révolutionnaire et adopte un ton agressif sur plan international.

La fin de l'encerclement de l'Iran et le renforcement des chiites irakiens et libanais conduit certains dirigeants arabes à proposer une lecture confessionnelle. Ils accusent l'Iran de chercher à créer un « croissant chiite » qui s'étendrait du Liban au golfe Persique, en passant par la Syrie et l'Iran¹. La reprise iranienne, en août 2005, des activités nucléaires ne fait qu'accroître leurs inquiétudes.

Les printemps arabes

Avec les printemps arabes, ce processus de confessionnalisation parvient à son point culminant. Certains gouvernements, pour assurer leur survie, d'autres pour légitimer leurs implications, instrumentalisent les divisions confessionnelles. L'effondrement de l'État en Irak, au Yémen et en Syrie aggrave davantage ces divisions.

La Turquie de l'AKP (Parti pour la justice et le développement) semble être le plus grand bénéficiaire

¹. Le roi Abdallah de Jordanie est le premier à utiliser cette notion dans une interview publiée dans le *Washington Post* du 8 décembre 2004.

de cette transformation. Grâce à ses réformes de démocratisation et (jusqu'il y a peu) ses résultats économiques, elle présente le « modèle turc » comme un modèle conciliant l'islam, la démocratie et l'économie libérale. Mais face à la chute rapide de certains régimes autoritaires et l'arrivée au pouvoir de partis islamistes avec lesquels il a une certaine proximité idéologique, le gouvernement turc se montre incapable de résister à la tentation du leadership du bloc sunnite.

Son soutien actif aux rebelles syriens détériore ses relations avec les alliés de Damas, l'Iran, l'Irak et la Russie, et l'insère dans les rivalités régionales. Dès 2014, la Turquie se rapproche de l'Arabie saoudite, qui veut également la chute du régime syrien. Erdogan, de son côté, approuve l'intervention militaire saoudienne au Yémen, en mars 2015, pour stopper l'avancée des rebelles houthis soutenus par l'Iran, et dénonce de même l'« *expansion perse à la source de la déstabilisation de la région* » (Duran, 2017).

Cependant, le désengagement nord-américain au Moyen-Orient et le refus du président Obama d'intervenir en Syrie modifie les alliances. Pour l'Arabie saoudite, l'accord de juillet 2015 sur le nucléaire iranien brise définitivement l'isolement de l'Iran et normalise les relations diplomatiques de la République islamique. La mort des pèlerins iraniens à La Mecque, en septembre 2015, l'exécution des opposants chiites saoudiens, dont le cheikh al-Nimr, et les attaques contre l'ambassade saoudienne à Téhéran aboutissent à la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays.

L'élection de Donald Trump, hostile à l'accord sur le nucléaire et favorable à l'isolement de l'Iran encourage l'Arabie saoudite. Celle-ci soutient fortement les positions israélienne et nord-américaine d'endiguer l'influence iranienne et, à travers une politique de sanctions et d'isolement, de provoquer le changement de régime en Iran. En juin 2017, soutenue par l'Égypte, les Émirats arabes unis et le Bahreïn, elle rompt les relations avec le Qatar, en raison de son « soutien aux terroristes » (les Frères Musulmans égyptiens et des groupes apparentés en Palestine et en Syrie) et de son « refus de participer à l'isolement de l'Iran ».

La crise du Qatar met fin au rapprochement turco-saoudien. Constatant que le régime d'el-Assad est loin de tomber, la Turquie modifie ses priorités en Syrie, et cherche à empêcher l'élargissement et la stabilisation de la zone autonome kurde créée dès 2012. Son opposition aux Kurdes syriens, soutenus par les États-Unis dans leur lutte contre l'État islamique, génère de fortes tensions avec le gouvernement nord-américain et ses alliés de l'OTAN. Mais, le succès de sa stratégie d'« endiguement des Kurdes » dépend de la Russie et de l'Iran, sans lesquels elle ne peut pas agir en Syrie.

Dès 2017, la Turquie améliore ses relations avec la Russie et l'Iran, avec lesquels elle négocie la résolution du conflit syrien à travers le processus d'Astana. Ce rapprochement a accru les tensions avec ses alliés traditionnels. Mais, considérant le nationalisme kurde, dans toute la région, comme un « danger existentiel », la Turquie n'est pas prête à y mettre fin. Dans la crise qatarie, elle a dénoncé la position saoudienne et, avec l'Iran, permis au Qatar de briser le blocus saoudien.

Conclusions

L'intensité des rivalités moyen-orientales dépend de l'attitude et de la présence des grandes puissances dans la région. L'effondrement d'États, l'implication de l'Arabie saoudite, de l'Iran et de la Turquie dans les conflits actuels, l'attitude de l'administration Trump par rapport à l'Iran, les dépenses militaires, la centralisation et la personnalisation du pouvoir, surtout en Arabie saoudite et en Turquie, peuvent faire craindre le pire.

Cependant, l'expérience des guerres passées, les difficultés économiques et les conflits internes (en Turquie et en Iran), les divisions politiques et théologiques du « camp chiite », de même que les tensions dans le « bloc sunnite », invitent à la nuance. De plus, il existe des enjeux communs : le nationalisme kurde pour l'Iran, la Turquie, l'Irak et la Syrie ; et le danger présenté par l'État islamique que, *de facto*, l'Iran et l'Arabie saoudite ont combattu ensemble. Autant d'éléments permettant d'affirmer qu'il ne s'agit pas de blocs homogènes, dont la conduite serait déterminée par le seul élément religieux, mais bien d'acteurs capables d'éviter un conflit militaire à grande échelle.

Bibliographie

Djalili M-R. (2005), *Géopolitique de l'Iran*, Bruxelles, Complexe.

Da Lage O. (2007), *Géopolitique de l'Arabie saoudite*, Bruxelles, Complexe.

Duran B. (2017), « Körfez'le işbirliğinin imkân ve sınırları », *Sabah*, 17 février, www.sabah.com.tr.

Razoux P. (2013), *Guerre Iran-Irak, 1980-1988 : première guerre du Golfe*, Paris, Perrin.

Westad O. A. (2007), *The Global Cold War*, Cambridge, Cambridge University Press.

Ozcan Yilmaz est docteur de l'Institut des hautes études internationales et du développement – IHEID, professeur d'histoire de la Turquie et du Moyen-Orient à l'Université de Genève (Global Studies Institute).

Cette analyse a été rédigée à l'initiative du CETRI pour sa publication *État des luttes : Moyen-Orient et Afrique du Nord* parue en décembre 2018.




Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



Brabant wallon
la Jeune Province